



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Redevance d'enlèvement des ordures ménagères – Tarification de l'année 2024

Collecte et traitement des déchets

Monsieur François SERVENT, Vice-Président chargé du développement durable expose que dans le cadre de la réévaluation des tarifs de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2024, le tarif de l'abonnement pour les particuliers dont le foyer est doté en sacs prépayés a été fixé

à 140,00 € HT. Or, dans la délibération n°2023/CC08/19 adoptée lors du Conseil Communautaire du 6 décembre 2023, est mentionné le tarif 131,00 € HT, correspondant à celui de l'année 2023.

Dans le cas où l'erreur matérielle commise porte sur le fond même de la délibération, il ressort de la jurisprudence administrative qu'il est envisageable, sans qu'il soit nécessaire de procéder préalablement au retrait de la délibération entachée d'une erreur matérielle, que le Conseil communautaire corrige cette dernière en adoptant une délibération rectificative.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération n°2023/CC08/19 approuvant la tarification de l'année 2024 de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ;

Considérant que la délibération n°2023/CC08/19 est entachée d'une erreur matérielle intervenue sur les lignes « sacs prépayés – 30 litres » et « sacs prépayés – 50 litres » du tableau « Tarification pour particuliers » et qu'il convient de remplacer la somme de 131,00 € HT par 140,00 € HT ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- De rectifier la délibération n°2023/CC08/19 du 6 décembre 2023 entachée d'une erreur matérielle en remplaçant le montant de 131,00€ HT par 140,00€ HT correspondant aux lignes « sacs prépayés – 30 litres » et « sacs prépayés – 50 litres » du tableau « Tarification pour particuliers » ;
- De dire que les autres dispositions de la délibération n°2023/CC08/19 du 6 décembre 2023 restent inchangées.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 23

Contre : 1
(M. Richard GUERIT)

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, representing the signature of François Servent.

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.